



1^{ER} CENTRE DE FORMATION COMPTABLE
VIA INTERNET

100%
GRATUIT



CORRIGÉS COMPTALIA DCG 2010



Ce corrigé est la propriété exclusive de Comptalia ; toute utilisation autre que personnelle
devra faire l'objet d'une demande préalable sous peine de poursuites.

SESSION 2010**UE 5 - ECONOMIE****Durée de l'épreuve : 4 heures - coefficient : 1,5**

Aucun document personnel ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice ou d'un code est **INTERDIT** et constituerait une fraude.

Document remis au candidat : **le sujet comporte 6 pages numérotées de 1 à 6**

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

SUJET**I – DISSERTATION**

Les économies capitalistes développées doivent-elles craindre les déficits publics ?

II - QUESTIONS

1 - Expliquez les notions d'élasticité de la demande par rapport au revenu et l'élasticité de la demande par rapport au prix. Donnez des exemples.

2 – Le PIB : définition, modalités de calcul et limites

Barème indicatif

Dissertation.....	12 points
Question 1	4 points
Question 2	4 points

INSCRIPTION
TOUTE L'ANNÉE
DÉMARRAGE
SOUS 48 H



COMPTALIA FORMATION

Préparations aux DCG-DSCG
Formations en Comptabilité, Gestion de la paye,
Spécialisation IFRS... en ligne.

- › Formation complète - sur mesure - à votre rythme
- › Cours en ligne + supports papier + cours-vidéo
- › Assistance permanente de vos formateurs
- › Devoirs corrigés - séances de cours en direct sur Internet



CONSULTEZ
NOTRE DOCUMENTATION
SUR NOTRE SITE

ET TELLEMENT PLUS SUR

www.comptalia.com



COMPTALIA TV

La chaîne du savoir comptable.

- › Cours-vidéo à la demande pour tout le programme DCG et DSCG
- › Cours-vidéo sur l'utilisation des logiciels comptables
- › Magazines d'information professionnelle : l'actualité Fiscale, Sociale, Juridique, Comptable, IFRS...

ALLEZ-VOIR SUR

www.comptalia.tv

UNE QUESTION ?

- Comment finaliser mon DCG ou mon DSCG ?
- Quelle formation professionnelle pour mon projet ?
- Comment fonctionnent les formations Comptalia via Internet ?
- Mes frais de formation peuvent-ils être pris en charge ?...

NOS CONSEILLERS VOUS RENSEIGNENT AU

N° Vert 0 800 COMPTA

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE
SOIT **0 800 266 782**



CORRIGE

I – DISSERTATION

Les économies capitalistes développées doivent-elles craindre les déficits publics ?

Ce corrigé est présenté sous forme d'un plan détaillé.

Introduction

Accroche :

l'actualité du sujet - Après le renflouement des banques consécutif au séisme de la crise des subprimes, après les plans de relance pharaoniques mis en œuvre pour lutter contre la formidable récession qui fit suite à la crise financière, les pays développés à économie de marché, ceux de la vieille Europe, mais aussi les Etats-Unis, le Canada et le Japon ont vu la situation de leurs comptes publics se dégrader.

Définition des termes du sujet :

Ainsi, en France, le déficit public, qui au sens étroit se mesure par le déficit budgétaire et au sens large retenu par l'Union Européenne, ajoute au déficit budgétaire, le déficit des collectivités locales et de celui des administrations de sécurité sociale, atteindra probablement les 8% du PIB à la fin de l'année 2010.

Rappel de la problématique :

Comment interpréter la généralisation et la lourdeur des déficits publics ? Ne seront-ils pas terriblement lourds de conséquence pour l'économie mondiale et le futur des pays développés concernés ? Ou bien au contraire, n'ont-ils pas leur raison d'être ?

Présentation du plan :

Pour répondre à ces interrogations, nous montrerons dans un premier temps en quoi ces déficits sont graves et anachroniques, pour dans un deuxième temps relativiser notre propos et montrer que certains déficits publics peuvent être salutaires, voire bénéfiques sous certaines conditions.

Développement

Partie I – Des déficits publics anormaux aux conséquences potentiellement graves

Sous partie A – Le paradoxe des déficits publics dans les économies capitalistes

1) – La théorie libérale de la non intervention de l'Etat dans la vie économique

- Fonctions régaliennes, intervention minimale pour ne pas fausser les équilibres du marché.
- Fiscalité faible pour ne pas modifier l'équilibre de la répartition primaire des revenus

2) L'orthodoxie budgétaire préconisée

- Les déficits publics montrent que non seulement les dépenses publiques sont importantes, mais surtout qu'elles le sont de plus en plus.
- Contradiction avec la règle libérale de la bonne gestion de l'Etat en bon père de famille

3) Les interventions publiques pour relancer la demande, qui conduisent au déficit, sont inefficaces.

- Théorie des anticipations rationnelles (les individus savent que l'augmentation de la dépense conduira à celle des impôts dans le futur : ils épargnent donc plutôt que de consommer le revenu supplémentaire distribué.

- Par ailleurs, la théorie du revenu permanent montre qu'accorder artificiellement un supplément provisoire de revenus aux ménages ne les incite pas réellement à consommer davantage, car les ménages ajusteraient leur consommation en fonction de l'évolution à long terme de leurs ressources.

Sous partie B – Des conséquences qui oblitèrent le futur

1) – *Les déficits récurrents entraînent la dette publique...*

- C'est l'accumulation des déficits années après année qui conduisent à la formation de la dette publique...
- La charge de la dette, devient parfois le premier poste de dépense et entraîne de nouveaux déficits ...
- ...Ou à l'augmentation des impôts et à la baisse des dépenses publiques. Ces mesures oblitèrent donc les conditions de la croissance économique future.

2) – *Qui aurait des effets catastrophiques*

- Effet d'éviction dans le premier cas si le financement se fait par emprunt obligataire. Le financement d'une importante dette publique empêcherait celui de l'investissement des entreprises et ferait grimper les taux d'intérêt.
- Inflation si le financement du déficit se fait par recours au crédit bancaire, donc à la création monétaire.
- Récession future dans les deux cas. La baisse des dépenses publiques et l'augmentation des impôts contractent la demande, tout comme la charge de la dette (remboursement du capital + intérêts).
- Dévalorisation et perte de crédibilité de la monnaie. C'est bien dans cette considération qu'ont été fixés les deux critères du pacte de stabilité acceptés par les membres de la zone euro (déficit public < 3% du PIB et dette publique < 60% du PIB). La crise actuelle de l'Euro sur le marché des changes illustre bien cette réalité.

Transition : la pensée libérale est par nature très critique à l'idée de l'intervention de l'Etat dans la vie économique, elle s'oppose violemment à la formation de déficits en dénonçant les effets pervers d'une telle politique. Pourtant, à l'instar de Keynes notamment, nous pouvons montrer que le déficit public peut avoir des vertus.

Partie II – Qui pour autant peuvent aussi être interprétés positivement

Sous partie A – Des déficits qui sont venus au secours d'un capitalisme mal en point

1) *Les finances publiques ont un effet de stabilisateur automatique de la conjoncture économique.*

- Les recettes fiscales diminuent en période de récession (ce qui permet de soutenir le revenu disponible) car les impôts sont proportionnels, voire progressifs.
- Les dépenses d'intervention augmentent « naturellement », car liées à la crise (notamment les dépenses de protection sociale).
- Le résultat de cet « effet de ciseau » entre baisse des recettes et augmentation des dépenses est la formation inévitable d'un déficit.

2) *Les déficits budgétaires depuis Keynes sont réputées avoir de puissants effets contracycliques.*

- La dépense publique prend le relai de la dépense privée défaillante, pour relancer l'activité économique sur le chemin de l'expansion.

- Face à la crise de 1929, Keynes démontra que l'Etat avait vocation à injecter de la dépense dans le circuit économique, quitte à creuser temporairement les déficits publics lorsque l'économie est en situation d'équilibre de sous-emploi.

- Cette vision est devenue dominante après la Seconde Guerre mondiale, contribuant notablement aux succès de ce qu'on a appelé les Trente Glorieuses.

- Le retour à la croissance permet l'augmentation des rentrées fiscales, la baisse des dépenses d'intervention et le retour à l'équilibre, voire à l'excédent budgétaire.

Sous partie B – Des déficits qui peuvent préparer l'avenir

1) - *A condition que les déficits ne soient pas destinés à financer les dépenses courantes ...*

- Un déficit creusé pour faire face aux dépenses courantes, par exemple au paiement des intérêts de la dette est bien sûr stérile et ne peut que retarder l'échéance de la rigueur budgétaire.

2) - *...Mais à financer les biens et les services collectifs*

- Financer des infrastructures indispensables au bon fonctionnement du système économique (transports, télécommunications, réseaux informatiques, pôles de compétitivité ...)

- Moderniser les infrastructures économiques (système bancaire et financier par exemple...) et promouvoir des secteurs d'activité et des grands projets industriels.

- Ces investissements ont pour conséquence de créer des revenus futurs.

3) *Enfin à créer les conditions d'une croissance endogène future*

- Beaucoup d'économistes admettent que la dépense publique peut jouer un rôle déterminant dans la croissance de long terme, si elle investit dans le capital humain comme dans l'éducation, la formation, la recherche et le développement.

- Ces dépenses, élèvent ainsi la productivité, donc le rythme d'activité et la compétitivité des structures économiques.

Conclusion

Alors faut-il renvoyer dos à dos Keynes et les néoclassiques ? Une partie des critiques libérales qui jettent un discrédit définitif sur le déficit public ne se justifient pas empiriquement : on ne peut distinguer clairement les effets d'anticipations rationnelles ou de comportement en termes de revenu permanent comme ils le proclament. De la même manière les effets d'éviction ne sont pas à craindre car d'une part les investissements publics se produisent quand les investissements privés sont en panne et parce que d'autre part dans une finance mondialisée les financements ne sont plus limités par l'épargne nationale.

Pour autant, si l'on ne peut jeter l'anathème sur le déficit public, il ne peut être question de le laisser filer vitam aeternam, comme ce fut le cas en France depuis les années 80, sans aucune interruption. En effet, dans ce cas les marges de manœuvre pour corriger une récession sévère comme celle de 2008-2009 sont inexistantes ou aboutissent à une dégradation dangereuse des finances publiques qui n'est acceptable que parce qu'elle est partagée par la quasi-totalité des grands pays développés.

Pour l'avenir, le débat ne devrait pas se situer sur la question : pour ou contre le déficit public ?, mais sur celle : d'un déficit public pour quoi faire ? - Dans quelle circonstance l'utiliser ? Et pour quelle durée ?

II - QUESTIONS

1 - Expliquez les notions d'élasticité de la demande par rapport au prix et l'élasticité de la demande par rapport au revenu (donnez des exemples)

L'élasticité désigne la variation relative (en %) d'une grandeur (l'effet) par rapport à la variation relative d'une autre grandeur (qui en est la cause).

Ainsi lorsque l'on calcule **l'élasticité de la demande par rapport au revenu**, on cherche à savoir, par exemple, ce qu'une augmentation du revenu de 10% entraîne comme variation de la demande. Si la variation de la demande est supérieure à 10%, on dit que la demande est élastique, alors que si elle est inférieure à 10% elle est qualifiée de rigide. On constate ainsi dans les pays développés que la demande globale de biens alimentaires ou d'habillement progresse moins vite que le revenu ; cette demande est donc inélastique. Au contraire, la demande de santé augmente plus vite que le revenu ; celle-ci est donc très élastique.

L'élasticité de la demande par rapport au prix, mesure la variation en % de la quantité demandée suite à une variation du prix du bien en question. Si cette variation relative est très supérieure à la variation du prix, on dit que la demande est élastique et rigide à l'inverse.

Les innovations technologiques, de type écran plat de TV, sont très sensibles aux variations de prix. Leur demande est très élastique, lorsque les prix baissent. A l'inverse, l'élasticité prix des produits de base, comme le pain, les pâtes ou le riz dans les pays développés est très faible. Si le prix du pain augmente, nous ne modifions pas pour autant notre mode de consommation.

On calcule aussi l'élasticité croisée entre deux biens complémentaires ou substituables. On regarde par exemple, quelle est l'influence de l'augmentation par exemple du prix des carburants, sur la demande d'automobile.

2 - Le PIB : définition, modalités de calcul et limites

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est un agrégat élaboré par la comptabilité nationale qui mesure la production des biens et de services marchands et non marchands des agents économiques résidents, sur le territoire national, pour une durée déterminée qui est généralement l'année.

Du point de vue de la production, il est égal à la somme des valeurs ajoutées (VA) + la TVA + les droits de douane – les subventions à l'exportation

Du point de vue des revenus, le PIB est égal à la somme des revenus primaires versés,

Du point de vue de la dépense ; le PIB auquel on ajoute la ressource des importations est égal à la dépense totale, c'est-à-dire la consommation finale + la FBCF + ou – la variation de stock + les exportations.

Le PIB peut être mesuré en valeur (c'est-à-dire en incluant la variation des prix) ou en volume (c'est-à-dire en ne tenant pas compte de la variation des prix). Cette deuxième mesure est préférable, car on cherche à connaître la seule évolution des quantités produites.

On reproche au PIB d'être un indicateur imparfait :

- il ne prend pas en compte certaines activités qui ne font pas l'objet d'évaluation marchande, comme le bénévolat, le travail domestique ;
- Il a du mal à prendre en compte l'amélioration de la qualité des produits ;
- il comptabilise comme création de richesse des activités nuisibles, comme les activités polluantes, ainsi que le traitement des pollutions, par exemple ;
- il ne nous apprend rien sur l'utilité, la valeur d'usage de ce qui est produit ;
- il ne dit mot sur la répartition des richesses, ni sur le niveau de développement humain atteint par la société.

1^{ère} Ecole en ligne des professions comptables

Pour toutes ces insuffisances, le Président de la République a confié au prix Nobel d'économie et américain Joseph Stiglitz, la présidence d'une commission sur la réforme de l'indicateur de création de richesse.